

Editorial

S'il y a tant de « mal-soignés », serait-ce qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de la santé ? Sans doute, mais quoi ? On serait tenté de chercher des coupables, et de pointer en premier lieu les acteurs de la santé eux-mêmes. En effet, y aurait-il des « mal-soignés » s'il n'y avait pas des « mal-soignants » ? On cherchera donc des escrocs ou des charlatans, des incompetents ou des démotivés... et on en trouvera sans doute l'un ou l'autre. Comme dans toute profession, d'ailleurs. Ce serait pourtant faire fausse route, et ce pour deux raisons.

Tout d'abord, en s'intéressant à ce sujet des mal-soignés, on constate que ce sont surtout des *types* de patients, assez facilement identifiables, qui sont concernés : les détenus, les alcooliques, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, etc. La question qui se pose, à leur sujet, est de savoir pourquoi ce sont eux – et pas d'autres – qui éprouvent des difficultés à bénéficier de soins adéquats. On pressent que l'explication est à chercher ailleurs que du côté de quelques professionnels de la santé malveillants dont, à vrai dire, n'importe qui peut devenir la victime. Et ce, d'autant plus si l'on tient compte de la seconde raison, à savoir que la très grande majorité des soignants qui dédient leur vie à ces publics-là font preuve au contraire d'une humanité et d'un dévouement exemplaires. Loin d'être de mauvais travailleurs, ils se battent au quotidien pour défendre les droits de leurs patients... avec les moyens du bord, envers et contre tout. Et ce, malgré un salaire modeste et un manque flagrant de reconnaissance pour leur engagement.

Il faut donc chercher ailleurs. A considérer de près les catégories de mal-soignés, on remarquera que par-delà leurs différences, ils ont un commun dénominateur : ils sont les laissés-pour-compte d'une société – la nôtre – qui, loin d'être inclusive, exclut toutes celles et ceux qui sortent des normes qu'elle impose. Pour s'en convaincre, on se demandera alors quelles sont ces normes et d'où elles viennent. Cette question mériterait une réponse nuancée et complexe. On en proposera ici une simple esquisse pour le moins simplifiée.

Les normes sociales ne sont pas le fait de quelques moralistes en chambre, ni même de quelques politiciens au pouvoir : elles découlent plutôt des modes d'organisation très concrets qui structurent la société et, par voie de conséquence, notre quotidien à tous. On en distingue au moins trois, qui sont intimement liés l'un à l'autre. Tout d'abord il y a les règles de l'économie néolibérale qui organisent les échanges des biens et services. Elles érigent en norme un individu à double profil, productif et rentable d'un côté, consommateur de l'autre. Viennent ensuite les techno-sciences qui cherchent à comprendre le monde pour l'exploiter efficacement, à notre profit. Leurs inventions (les outils : une voiture, un smartphone, une salle d'opération, un médicament)

Notes

1. Il faut encore relever que dans notre culture, on a longuement considéré que ces idéaux de productivité, de force et de maîtrise de soi ne trouvaient à s'incarner parfaitement que dans la seule virilité. Être une femme a donc suffi pour être déclassée et donc infériorisée. Toute la question est de savoir où nous en sommes aujourd'hui.
2. En guise d'illustration, on lira l'article « Votre âge biologique remplacera bientôt votre date de naissance : la discrète révolution de la longévité » de Claire Dhouailly, *Le Figaro* du 24 janvier 2026. [Votre âge biologique remplacera bientôt votre date de naissance : la discrète révolution de la longévité](#)
3. Leur différence au regard des standards sociaux une fois constatée ou imaginée, elle peut alors devenir prétexte au rejet, à l'indifférence, à l'exclusion, au lynchage, à l'enfermement, etc.

façonner ainsi nos comportements en imposant leurs « modes d'emplois » : on attend d'un individu « normal » qu'il dispose des capacités (intelligence, santé, force) qui lui permettent de maîtriser ces outils afin de pouvoir suivre le rythme pour vivre selon les exigences de son époque. Enfin toute société a aussi besoin d'un système juridique qui régule les relations humaines, pour limiter autant qu'il est possible la violence : à travers ses lois, notre droit promeut un individu raisonnable, fiable, prévisible, maître de ses passions, autonome, obéissant, responsable, disposant donc de papiers d'identité, d'une adresse et d'un casier vierge¹.

Au plus on s'écarte de ces standards sociaux, au plus l'intégration est compromise. Considérez n'importe quelle catégorie de mal-soignés, vous constaterez que leur sort ne doit malheureusement rien au hasard : ils ont ceci en commun de n'être pas dans les normes attendues. Inutile d'insister sur les sans-papiers, les repris de justice ou les malades de longue durée. Considérons plutôt les personnes vieillissantes : si, dans les discours officiels ou militants, on dénonce volontiers et à juste titre les travers de l'âgisme et de ses généralisations abusives, dans les faits, on ne se cache plus pour les considérer quand même, sur le plan économique, comme une charge pour la collectivité (pension – coût des soins des deux dernières années de vie) ; sur le plan médical, comme inexorablement de plus en plus fragilisées (polypathologies), ralenties, de moins en moins adaptables aux nouveautés, déconnectées ; et sur le plan juridique, comme dépendantes ou en voie de dépendance, donc en perte d'autonomie notamment décisionnelle (confusion, démence)². C'est à peu près des mêmes raisons d'exclusion que souffrent par exemple les personnes en situation de handicap mental, ou les patients psychiatriques : ils sont trop facilement considérés, eux aussi, comme n'étant ni productifs ni rentables, souffrant de capacités diminuées ou altérées, les rendant imprévisibles et souvent irresponsables. Insistons : ces patients ne sont pas d'abord victimes de quelques personnes mal intentionnées³, ils sont avant tout mis en difficulté par rapport aux attentes d'une société qui, pour assurer son développement, exige de chacun toujours plus de rentabilité, de performance et de conformité. Ceux qui, parmi eux, ne peuvent ou ne veulent s'adapter, – pire : ceux qui en donnent simplement l'impression – se retrouvent de fait marginalisés : tout pour eux devient alors plus compliqué. Et notamment l'accès aux soins.

C'est que notre système de santé est à l'image de la société qui l'organise. On ne peut pas le lui reprocher. Il n'a guère le choix : il est attendu de lui aussi (et donc de tous ceux qui y travaillent) qu'il soit rentable, efficace et sous contrôle. Au plus sa propre survie en dépend, au plus il exigera du patient qu'il se soumette, lui aussi, à ces contraintes pour ne pas en contrarier la bonne marche : pour le dire d'un mot, il devra être solvable, il devra guérir dans les temps impartis et il devra se montrer docile.

Tant que nous ne trouverons pas une alternative crédible aux trois principes qui organisent notre société – et donc nos vies –, on en sera réduit à déplorer l'augmentation du nombre des laissés pour compte, et dans le même temps, à admirer et peut-être soutenir toutes celles et ceux qui, à défaut de pouvoir changer les « règles du jeu », ont le courage de lutter à contre-courant pour que, dans ce monde impitoyable, les exclus du système ne soient pas de surcroît les abandonnés des humains.

Jean-Michel Longneaux